

INTERVENTION UNITAIRE FIN DE MANIF LE 12 OCTOBRE 2010

23 mars, 29 mai, 24 juin, 7 septembre, 23 septembre, 2 octobre et aujourd'hui 12 octobre, autant de rendez-vous qui traduisent une mobilisation qui ne cesse de monter en puissance, une mobilisation consciente, lucide, une mobilisation des salariés, retraités et privés d'emploi, résolu à tordre le cou à une réforme des retraites indigne, scandaleuse, injuste.

Les bidouillages gouvernementaux sur les chiffres n'y changeront rien. Le gouvernement, Nicolas SARKOZY, qui misaient sur l'essoufflement, l'épuisement du mouvement social, ceux-là mêmes qui, inquiets et fébriles, au soir du 23 septembre, dans un numéro de rhétorique hors du commun, constataient une légère inflexion du nombre de manifestants, ceux là mêmes qui obéissent aux ordres des marchés financiers, qui font claquer la bise à la Présidente du Medef l'assurant ainsi, que pour les retraites, comme pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les libertés individuelles et collectives, Madame continuera d'être servie ! Tous ceux-là se sont trompés, nous sommes là, toujours là, encore plus nombreux, encore plus déterminés ! On ne nous volera pas notre retraite à 60 ans pour que la finance et tous ses serviteurs continuent de se remplir les poches en trouant les nôtres !

Il n'y a pas en France 71 % d'ânes bâtés. Il y a en France 71 % au moins d'êtres pensants qui refusent la perspective de mourir au travail ! Le gouvernement, Nicolas SARKOZY et le Medef, plutôt que de préférer le mépris au dialogue, seraient bien inspirer d'entendre ce qu'une grande majorité de la population exprime aujourd'hui et va continuer d'exprimer fortement dans les jours qui viennent. Si le gouvernement persiste dans le déni, reste campé dans sa position radicale, il portera l'entière responsabilité d'un conflit d'une ampleur encore plus importante.

La justice, la sécurité de vie, l'efficacité pour la société passent par la solidarité, cela s'appelle le progrès social. C'est l'amélioration de la protection sociale, la pérennisation de la retraite à taux plein, de bons salaires et une sécurité d'emploi qui constituent les leviers décisifs pour sortir de la crise. Telle est la nature fondamentale de l'affrontement de grande ampleur qui est engagé et qui doit se poursuivre.

L'ancrage de la mobilisation, son caractère unitaire, la détermination qui s'y exprime peuvent et doivent démentir les scénarios que certains disaient écrits d'avance. La puissance du mouvement social repose sur notre capacité à élever encore plus la mobilisation des salariés, retraités et privés d'emploi, en les associant aux décisions qui nous engagent tous solidairement. C'est une démarche exigeante, c'est une démarche démocratique, c'est une démarche porteuse d'espoir et d'efficacité.

Déjà, dans de nombreuses entreprises et services les salariés sont engagés dans une action reconductible et d'autres sont en train de le décider. Les organisations syndicales, notamment sur notre département appellent à poursuivre la démarche engagée, appellent à l'amplification du mouvement unitaire et à la reconduction des actions décidées démocratiquement par les salariés.

Et le samedi 16 octobre, à 14h30, à Arles comme dans tout le pays, nous seront encore et toujours là, encore plus nombreux, encore plus déterminés, en sachant que si en face, gouvernement et Medef sont impatients d'accrocher une victoire de classe, tel un trophée de chasse, contre un acquis social majeur, les salariés, les jeunes, les retraités et les privés d'emploi sauront inscrire, ensemble, sur le fronton de la République, une victoire de classe pour le progrès social.

**ENSEMBLE, UNIS, NE LACHONS RIEN !
ENSEMBLE, UNIS, ENGAGEONS NOUS ENCORE PLUS FORT !**